

Protection juridique des milieux récepteurs d'eau

Références de la jurisprudence

- [1] Tribunal correctionnel de Mende, 12 août 1987. – *Revue Juridique de l'Environnement*, 1987, p. 509.
- [2] Cour de cassation, chambre criminelle, 10 décembre 1969. – *Bulletin de Cassation*, 337, 1969, p. 805.
- [3] Cour d'appel de Rennes, 12 juillet 1972. – *Gazette Officielle de la Pêche*, 29 septembre 1972 et 30 avril 1975. *Revue Juridique de l'Environnement*.
- [4] Tribunal correctionnel de Vesoul, 13 février 1992. – n° 91-92.
- [5] Tribunal administratif de Rouen, 27 octobre 1969.
- [6] Cour de cassation civile, 18 décembre 1978. *Bulletin civil II*, p. 216.
- [7] Tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Saône, 16 novembre et 17 décembre 1971. – *Journal des maires*, mars 1973.
- [8] Cour de cassation, chambre criminelle, 28 novembre 1991. – n° 90-84.642.
- [9] Cour de cassation, chambre criminelle, 11 avril 1970. – Décret 1972 II, note Despax, p. 113.
- [10] Cour de cassation, chambre criminelle, 5 octobre 1953. – DS. 1982 R p. 231.
- [11] Cour de cassation, chambre criminelle, 16 octobre 1963. – S 1964, 1, 89.
- [12] Cour d'appel de Douai, 25 février 1977. – *Revue Juridique de l'Environnement*, 3, 1977, p. 317.
- [13] Cour de cassation, chambre criminelle, 23 février 1983. – *Bulletin criminel* n° 65.
- [14] Cour de cassation, chambre criminelle, 11 juin 1953, 14 février 1963 et 28 mai 1975. – *Revue Juridique de l'Environnement*, 2, 1976.
- [15] Cour de cassation, chambre criminelle, 16 octobre 1963. – *Bulletin criminel* n° 283.
- [16] Cour de cassation, chambre criminelle, 24 octobre 1991. – *Bulletin criminel* n° 325.
- [17] Cour d'appel de Rennes, 19 septembre 1996. – n° 1357/96.
- [18] Cour de cassation, chambre criminelle, 27 janvier 1954. – *Bulletin criminel* n° 38.
- [19] Cour de cassation, chambre criminelle, 27 juillet 1970. – *Bulletin criminel* n° 250.
- [20] Cour de cassation, chambre criminelle, 28 avril 1977. – DS 149, 1978, confirmé par [24].
- [21] Cour de cassation, chambre criminelle, 23 avril 1992. – n° V. 81-492 P. Flalsh.
- [22] Cour de cassation, chambre criminelle, 22 janvier 1980. – *Revue Juridique de l'Environnement*, 1980-180.
- [23] Cour d'appel de Rennes, 29 mai 1992. – M. André, n° 781-92.
- [24] Cour de cassation, chambre criminelle, 5 octobre 1982. – DS 1982, IR 231.
- [25] Cour de cassation, chambre civile II, 28 avril 1993. – n° 91-2169IH.
- [26] Cour de cassation, chambre criminelle, 12 janvier 1977. – *Bulletin criminel* n° 18.
- [27] Cour de cassation, chambre criminelle, 28 avril 1977. – *Juris Classeur Périodique*, 1978 II 18931.
- [28] Cour de cassation, chambre criminelle, 16 décembre 1992. – n° 91-86290D.
- [29] Cour de cassation, chambre criminelle, 3 novembre 1988. – n° 87-8342D.
- [30] Besançon, 21 octobre 1975. DS 1978-149.
- [31] Tribunal correctionnel de Montpellier, 1^{er} juin 1993. – *Ministère public / Franck Bernard*.
- [32] Cour d'appel, chambre correctionnelle, 6 février 1991. – *Ministère public c / Henri Denis*.

Autres

- [33] *Guide pratique de l'agent préleveur*. 1991 ministère de l'Environnement. Cemagref.
- [34] Réponse ministérielle n° 12948. – JO Sénat Q du 1^{er} février 1996.
- [35] *Code permanent Environnement et nuisance*, bulletin 242, 15 novembre 1997.

Réglementation : textes d'application

(liste non exhaustive)

La loi sur l'eau (loi 92-3 du 3 janvier 1992) renvoie, pour son application, à de nombreux textes. Plutôt que de les répertorier par ordre chronologique, il a paru intéressant d'en proposer une liste sous une forme thématique.

■ SAGE

- Décret 92-1042 du 24 septembre 1992 fixant la procédure d'élaboration et le contenu des SAGE instaurés par la loi sur l'eau.
- Arrêté du 10 avril 1995 : Légende des documents graphiques des SAGE.

■ Communautés locales de l'eau

- Décret 94-289 du 6 avril 1994 : communautés locales de l'eau.

■ Protection contre les nitrates

- Décret 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (*transposition de la directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991*).
- Arrêté du 22 novembre 1993 : Code des bonnes pratiques agricoles (*application de l'article 2 du décret 93-1038 du 27 août 1993*).

– Décret 96-163 du 4 mars 1996 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates agricoles (*décret d'application commun de la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 et de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées*).

– Arrêté du 4 mars 1996 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates agricoles.

- Décret 92-1041 du 24 septembre 1992.

■ Répartition des eaux

- Décret 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux.

■ Gestion de crise

- Décret 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

■ Autorisation des déversements et des prélèvements : procédure et nomenclature (condition d'exercice de la police des eaux)

- Décret 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- Décret 93-743 du 29 mars 1993 : nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- Décret 94-894 du 13 octobre 1994 relatif à la concession et la déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique.
- Décret 94-1227 du 26 décembre 1994 : nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- Décret 95-40 du 6 janvier 1995 modifiant certaines dispositions du titre II du Livre II du nouveau code rural relatif aux procédures d'autorisation prévues aux articles < > L. 232-3 et L. 232-9 du code rural.
- Décret 95-88 du 27 janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre I du nouveau code rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages.
- Décret 95-706 du 9 mai 1995 modifiant le décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- Décret 95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique.
- Décret 96-102 du 2 février 1996 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être édictées les prescriptions et règles prévues par les articles 8 (3°), 9 (2°) et 9 (3°) de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et l'article 58 de la loi 62-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration par l'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.
- Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement mentionnés aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 (*application des décrets 92-742 et 92-743 du 29 mars 1993*).
- Arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application de l'article 10 de la loi 92-3 sur l'eau.
- Décret 2001-189 du 23 février 2001, modifiant les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993.
- Décret 2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret 93-743 du 29 mars 1993.
- Arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique et soumis à déclaration en application de l'article 10 de la loi sur l'eau.
- Arrêté du 20 mars 2001 modifiant l'arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique et soumis à déclaration en application de l'article 10 de la loi sur l'eau.

■ Protection des eaux souterraines et des installations classées

- Arrêté du 26 avril 1993 : Interdiction des rejets de certaines substances dangereuses dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

■ Tarification de l'eau et données de l'eau

- Décret 93-1347 du 28 décembre 1993 : Régime exceptionnel de tarification de l'eau.
- Arrêté du 10 juillet 1996 : Factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.

■ Débit affecté

- Décret 96-626 du 9 juillet 1996 portant application de l'article 15 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau aux demandes d'institution d'un débit affecté.

■ Recherche et constatation des infractions par les agents assermentés et commissionnés

- Décret 95-630 du 5 mai 1995 relatif au commissionnement et à l'assermentation d'agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

■ Rôle des collectivités territoriales

- Décret 93-1182 du 21 octobre 1993 : Procédures d'intervention des collectivités territoriales pour entreprendre l'étude et l'exécution des travaux dans le cadre de la gestion des eaux.
- Décret 2001-1206 du 12 décembre 2001 modifiant le décret 93-1182 du 21 octobre 1993 relatif à la procédure applicable aux opérations entreprises dans le cadre de l'article 31 de la loi sur l'eau.

■ Eaux usées résiduaires (article 35 de la loi sur l'eau)

- Décret 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.
- Arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.
- Arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.
- Arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.
- Arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.
- **Pour mémoire** : Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales applicables aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, dispensés d'autorisation (cf. « Autorisation des déversements et des prélèvements : procédure et nomenclature »).
- Arrêté du 3 décembre 1996 : Prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

■ Épandage des effluents provenant des élevages

- Décret 96-540 du 12 juin 1996 relatif au déversement et à l'épandage des effluents d'exploitation agricole.

■ Enclos piscicoles (article 41-II de la loi sur l'eau)

- Décret 93-1172 du 15 octobre 1993 relatif à l'autorisation de la pêche à la ligne dans les enclos piscicoles et les piscicultures.
- Décret 93-1173 du 15 octobre 1993 : Autorisation des enclos piscicoles créés avant le 1^{er} janvier 1986.

■ Défense nationale

- Décret 94-1033 du 30 novembre 1994 : Conditions d'application de la loi sur l'eau aux opérations, travaux ou activités concernant des installations ou des enceintes relevant du ministère de la Défense ou soumis à des règles de protection du secret de la Défense nationale.

■ Création de comités de bassin dans les départements d'outre-mer

- Décret 95-632 du 6 mai 1995 relatif aux comités de bassins créés par l'article 44 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- Arrêté du 9 août 1995 fixant les modalités d'élection des représentants des régions et des départements et les modalités de désignation des représentants des communes aux comités de < > bassin.

■ Installations classées

- Décret 94-484 du 9 juin 1994 modifiant le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre I^{er} de la loi 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et modifiant le Livre IV du code de l'urbanisme.
- Décret 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Décret 94-486 du 9 juin 1995 relatif à la commission départementale des carrières.
- Décret 96-18 du 5 janvier 1996 modifiant le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret modificatif 94-484 du 9 juin 1994.
- **Pour mémoire** : Décret 96-197 du 11 mars 1996 modifiant la nomenclature des installations classées.

■ La loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement modifie un certain nombre d'articles de la loi sur l'eau.